

Étude des crédits 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Ministère du Travail



ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Ministère du Travail

Renseignements particuliers de l’opposition officielle

Numéro	Renseignements particuliers 2023-2024– Opposition officielle
1	Sommes dépensées par votre ministère et ses organismes pour l’informatique et les technologies de l’information. Préciser s’il s’agit d’achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir les prévisions pour 2023-2024.
2	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d’autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2022-2023, en indiquant pour chacun : a) son mandat ; b) la liste des membres ; c) le budget dépensé ; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ; e) les résultats atteints.
3	Nombre et pourcentage d’employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2022-2023. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d’employés devenus permanents.
5	Pour chaque programme créé en 2022-2023, fournir la liste des employés affectés, quel que soit leur statut, par programme et par région.
7	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 20221-2023 : a) la liste de tous les concours et tirages effectués ; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ; c) l’objectif visé par la tenue de chacun des concours ; d) la liste des concours qui ont pris fin.
8	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023 : a) le nombre d’employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d’autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes; d) le montant total des sommes investies en veille médiatique au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées; e) le montant total des sommes investies en veille médiatique au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées. f) le montant total des sommes dépensées dans la traduction des documents de communication, et les langues vers lesquelles ces documents ont été traduits.
9	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l’organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 20221-2023. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé.
10	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2021-2022 et 2022-2023, l’âge des créances et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2023-2024.
11	Liste et copie de toutes les recherches commandées en 2022-2023 en incluant les coûts, les appels d’offres et les contrats de gré à gré.

Numéro	Renseignements particuliers 2023-2024– Opposition officielle
13	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2022-2023. Fournir : <ul style="list-style-type: none"> a) la liste des contrats octroyés; b) le noms des firmes retenues; c) les langues vers lesquelles les documents ont été traduits; d) les coûts.
16	Pour les conflits de travail recensés au Québec par le ministère du Travail, fournir pour l'année 2022-2023 : <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre de conflits de travail; b) la chronologie des actions prises; c) la durée moyenne de ces conflits; d) le nombre de demandes de médiation; e) le nombre de médiateurs nommés par le ministère; f) les antécédents professionnels de ces médiateurs (carrière syndicale, patronale, fonctionnaire, professeur, avocat patronal/syndical); g) l'initiateur de la demande de médiation (syndical ou patronal ou autre); h) les coûts engendrés par ces demandes de médiation.
18	Liste détaillée des critères exigés pour l'octroi de permis pour la référence de main-d'œuvre.
19	Ressources du ministère du Travail affectées au Bureau des permis.
20	Liste des demandes de permis reçues, en indiquant si celui-ci a été délivré ou non, et les raisons appuyant l'acceptation ou le refus de la demande.
21	Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2022-2023. Prévisions pour 2022-2023.
22	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant une refonte du Code du travail pour 2022-2023.
24	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'allègement de la bureaucratie pour les entrepreneurs et les travailleurs autonomes pour 2022-2023.
25	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études et analyses différenciées selon les sexes. Liste du personnel affecté à cette analyse, des rencontres et des consultations d'experts pour 2022-2023.
26	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'élimination des clauses orphelines pour 2022-2023.
27	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse de congés payés. Liste des rencontres et des consultations pour 2022-2023.
28	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le harcèlement psychologique et sexuel au travail. Liste des rencontres et des consultations pour 2022-2023.
29	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les agences de placement pour 2022-2023.
30	Le nombre de plaintes et de procédures judiciaires incluant les sujets et les crédits alloués au traitement de ces éléments concernant les agences de placement pour 2021-2022.
32	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse du salaire minimum pour 2022-2023.
33	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, scénarios ou projections concernant l'implantation d'un système permettant de prendre en compte différents paramètres sociaux et économiques dans l'augmentation du salaire minimum pour 2022-2023.
34	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le salaire des cueilleurs de petits fruits pour 2022-2023.
35	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les travailleurs agricoles pour 2022-2023.
37	Les crédits dédiés ainsi que le nombre de conciliateurs/médiateurs pour 2022-2023.
38	Nombre de dossiers traités par un médiateur/conciliateur pour 2022-2023.
41	Indiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans l'ensemble des milieux de travail pour 2022-2023.
42	Indiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes (ADS) pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquer si votre ministère a produit une ADS pour 2022-2023.

Numéro	Renseignements particuliers 2023-2024– Opposition officielle
43	Les crédits dédiés à la négociation et au règlement des conflits de travail, en incluant la liste de ceux-ci pour 2022-2023.
44	Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour les années 2022-2023 et 2023-2024.
47	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer le nombre de postes abolis alors que l’employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l’abolition du poste.
48	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer le nombre de postes mutés alors que l’employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.
49	Crédits dédiés au règlement encadrant les activités des agences de placement de personnel et des agences de recrutement de travailleurs étrangers temporaires : a) Les dépenses juridiques ; b) Le nombre de rencontres, préalablement au nouveau règlement, ventilé par date et en précisant les groupes rencontrés ; c) Les crédits alloués ainsi que les copies des analyses, des études d’impacts et le plan de déploiement.
50	La liste, ainsi que les décrets modifiants des conventions collectives en 2022-2023.
51	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les décrets de convention collective, ventilés par décret.
52	Les crédits dépensés dans le cadre de la Journée internationale des travailleuses et travailleurs.
58	Liste des avis demandés par le ministre ou le gouvernement au CCTM et copie des avis transmis au ministre pour 2022-2023 en indiquant l’état des travaux en cours.
59	Liste et copie des avis réalisés à l’initiative du CCTM pour 2022-2023.
60	Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de grief, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré pour 2022-2023. Fournir l’objet de la plainte.
61	Liste des dépenses de fonctionnement pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.
62	Liste des bureaux régionaux et effectifs étant rattachés, par catégorie d’emploi, à chacun de ces bureaux et prévisions pour 2023-2024.
63	Nombre de dossiers au BEM pour 2022-2023.
64	Nombre d’avis confirmant ou infirmant l’opinion du médecin traitant.
65	Nombre d’avis demandés par la CNESST et nombre d’avis demandés par les employeurs pour 2022-2023.
66	Liste des médecins du BEM approuvée selon l’article 216 de la <i>Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles</i> pour 2022-2023. Ventilation par spécialité. Pour chacune des années, honoraires versés par médecin et par spécialité, et nombre de cas traités par médecin.
67	Nombre de patients traités par médecin ayant participé au BEM pour 2022-2023. Ventilation par lésion ou maladie professionnelle.
68	Ventilation des coûts de fonctionnement du BEM pour 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.
69	Répartition de l’effectif selon la spécialité et heures travaillées pour 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.
70	Nombre d’avis demandés par la CNESST, même s’il n’y a pas de contestation pour 2022-2023.
159	Nombre de rencontres du Comité scientifique sur les maladies professionnelles. Indiquer les dates et les lieux. Identifier les personnes présentes et les résultats obtenus pour chaque rencontre, ainsi que les objectifs à poursuivre. Indiquer les rencontres inscrites à l’agenda pour 2023-2024.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Questions dont les réponses en date du 31 décembre 2022 figurent sur le site internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels <https://www.mtess.gouv.qc.ca/diffusion-information/index.asp>

14. Fournir la liste des formations, conférences, ateliers, accompagnement ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère.
 15. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024 :
 - a) le nom de toutes les campagnes ;
 - b) les coûts de ces campagnes ;
 - c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
 - d) les dates de diffusion de la campagne ;
 - e) les objectifs visés par chaque campagne.
-

Questions dont les réponses seront transmises par un autre ministère ou organisme

4. Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère pour l'année 2022-2023. Fournir :
 - a) la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
 - b) la liste des membres du conseil d'administration ;
 - c) la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
 - d) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation. **(CCQ, CNESST, TAT, RBQ)**
6. Fournir les montants ventilés pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la haute direction :
 - a) les frais de déplacement ;
 - b) les frais de représentation ;
 - c) les frais de repas ;
 - d) les frais de voyage ;
 - e) les frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc. **(CCQ, CNESST, TAT, RBQ)**
12. Pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère, indiquer le nombre d'employés, ventilé par catégorie d'emploi et par région. **(CCQ, CNESST, TAT, RBQ)**
17. Le nombre d'enquêtes pour fraude ou corruption menées par la Commission de la construction du Québec 2022-2023 ainsi que la ventilation des coûts totaux engendrés par ces enquêtes et des mesures prises par la Commission. **(CCQ)**
23. Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la multiplication des programmes études-travail pour 2022-2023. **(Ministère de l'Enseignement supérieur).**
31. Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la requalification de la main-d'œuvre. Liste de personnel affecté à cet enjeu, liste des rencontres et des experts consultés pour 2022-2023. **(Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale)**
36. Les crédits dédiés ainsi que la liste des projets ou des activités, liés au Plan Nord et à la Stratégie maritime, financés à même le budget du ministère du Travail pour 2021-2022. **(Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale)**
39. État de situation concernant l'adoption d'un règlement visant la mise en accessibilité des édifices construits avant 1976 pour 2022-2023. **(Ministère des Affaires municipale et de l'Habitation)**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

40. État de situation concernant l'adoption du Règlement modifiant le Règlement de santé et sécurité du travail ainsi que le Code de sécurité des travaux de construction en matière de bruit, pour 2022-2023. **(CNESST)**
45. Dans le cadre du Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) :
- a) les dépenses enregistrées,
 - b) l'état du fonds,
 - c) montant disponible,
 - d) le nombre de parents bénéficiaires,
 - e) le nombre d'entreprises bénéficiaires. **(Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale)**
46. À la suite de l'annonce de la bonification du Régime québécois d'assurance parentale, fournir le nombre de parents ayant pu bénéficier de la prestation minimale de 500 \$ en 2021-2022. Prévisions pour 2022-2023. **(Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale)**
53. Les crédits alloués, le nombre de bénéficiaires, le montant dépensé et le montant moyen octroyé à ceux-ci, ainsi que le bilan pour le projet pilote, visant à soutenir les entreprises et les travailleurs saisonniers. **(Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale)**
55. Qui compose le comité médical du MTESS qui a décidé, en juillet 2022, de dresser une nouvelle liste des diagnostics évidents qui permet un accès accéléré aux prestations du Programme de solidarité sociale ? Est-ce que le MSSS a été consulté ? Pourquoi la liste a-t-elle été réduite ? **(Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale)**
56. Pour 2020-2021 et 2021-2022, combien de personnes, pour chacun de ces diagnostics, ont bénéficié de l'accès accéléré aux prestations du Programme de solidarité sociale avant que la liste soit réduite ?
- d'autisme;
 - de schizophrénie;
 - de bipolarité. **(Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale)**
57. Veuillez indiquer le taux de chômage des personnes handicapées qui sont aptes à l'emploi, par année, depuis les cinq dernières années? **(Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale)**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-01

Titre :
Sommes dépensées par votre ministère et ses organismes pour l’informatique et les technologies de l’information. Préciser s’il s’agit d’achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ¹). Fournir les prévisions pour 2023-2024.

Exposé et statistiques :

Pour l’ensemble des éléments du portefeuille Travail, Emploi et Solidarité sociale.

Les dépenses en exploitation (informatique et technologies de l’information (TI)), pour la période du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023, s’élèvent à 77 956,0 k\$ et se répartissent ainsi :

Dépenses en exploitation (k\$)	Interne	Externe	MCN	Total
	27 371,0	17 178,2	33 406,8	77 956,0

Pour la période du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023, les investissements s’élèvent à 11 028,8 k\$ et détaillent comme suit :

Investissement (k\$)	Interne	Externe	MCN	Total
	7 414,6	3 100,9	513,3	11 028,8

¹ Comprend les dépenses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) et d’Infrastructures technologiques Québec (ITQ).

SOURCE : DGRFC-DEBF-SCRFI
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2023-03-20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-02

Titre :

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2022-2023, en indiquant pour chacun :

- a) son mandat;
- b) la liste des membres;
- c) le budget dépensé;
- d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
- e) les résultats atteints.

Exposé et statistiques :

Vous référez à l'annexe.

SOURCE : BSM-Secrétariat général
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2023-03-20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-02 – Annexe 01

Titre :

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2022-2023, en indiquant pour chacun :

- a) son mandat;
- b) la liste des membres;
- c) le budget dépensé;
- d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
- e) les résultats atteints.

Exposé et statistiques :

Les coûts liés à la participation à ces comités englobent les frais annuels de transport, d'hébergement, de repas ou de visioconférence, s'il y a lieu, pour l'ensemble des participants du ministère. Ils sont prévus à l'intérieur des activités régulières du ministère.

Cette liste n'inclut pas :

- les comités formés du ministère et d'un seul autre ministère ou organisme visant la mise en œuvre d'une entente administrative;
- les comités opérationnels émanant de comités plus stratégiques;
- les conseils d'administration.

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité directeur Accès-construction	<p>Mandat : Lutter contre l'évasion fiscale dans le secteur de la construction. Il est coordonné par le MTRAV. Il relève d'un comité stratégique qui est coordonné par le ministère des Finances.</p> <p>Principaux biens livrables : Établir les orientations et les priorités d'action pour lutter contre l'évasion fiscale, le travail au noir et le non-respect des autres obligations légales dans le secteur de la construction; Assurer et optimiser l'échange d'information entre les MO.</p>	MTRAV	17	MESS (incluant le RE); Revenu Québec; CCQ; RBQ; DPCP; MFQ; CNESST; AMP	0 \$
Table de coordination interministérielle sur les travailleurs étrangers temporaires (TET)	<p>Mandat : Coordonner l'action du gouvernement du Québec dans le cadre de divers dossiers relatifs aux TET. Plus concrètement, il s'agit pour ses membres :</p> <ul style="list-style-type: none"> De mener des travaux en vue de répondre aux différentes demandes adressées au gouvernement du Québec par ses différents partenaires; D'assurer la collaboration interministérielle et la cohérence des actions du gouvernement du Québec dans les dossiers en lien avec les TET incluant leur protection; De partager de l'information pertinente et échanger sur divers enjeux ou autres thématiques d'actualité en lien avec les TET. 	MIFI	20	MIFI, MTRAV, MESS, MAPAQ, MSSS, CNESST, SHQ	0 \$
Comité interministériel sur les droits de la personne	<p>Mandat : Positionner, renforcer et faire connaître de l'action du gouvernement du Québec en matière de droits de la personne.</p>	MRIF	17	MAMH, MEQ, MES, MFA, MIFI, MJQ, MRIF, MSP, MSSS, MEI, OPHQ, SAA, SCF, SHQ, SQRC, MCE (Bureau de lutte contre le racisme), MTRAV	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité interministériel sur la révision des critères de détermination du salaire minimum	Mandat : Revoir la méthodologie de détermination des impacts du salaire minimum, réviser et donner son avis annuel sur l'évolution du salaire minimum. Principaux biens livrables : Donner son avis annuel sur l'évolution du salaire minimum.	MTRAV	14	MESS; MFQ; CNESST; SCF; SCT; MEI	0 \$
Association canadienne de la législation ouvrière (ACALO)	Mandat : L'Association compte parmi ses objectifs les suivants : a) encourager la collaboration parmi les membres; b) favoriser l'étude et l'échange d'opinions et d'expériences sur l'exécution et la mise en application de la législation ouvrière; c) encourager les recherches sur des questions se rapportant à l'activité des ministères du Travail; d) favoriser l'excellence dans la mise en application de la législation ouvrière.	Gouvernement fédéral	28	MTRAV (BSM)	0 \$
Comité interministériel sur la conciliation travail-famille- études et sur la précarisation financière des personnes proches aidantes	Mandat : En matière de conciliation emploi-famille-études et de précarisation financière en lien avec les tâches des personnes proches aidantes, favoriser le partage d'information et la discussion, susciter une réflexion interministérielle sur des leviers et des actions potentielles, identifier les besoins de connaissances, établir une vision commune des actions à réaliser et recommander des actions en prévision d'un 2e plan d'action gouvernementale. Principaux livrables : Proposer et mettre en œuvre des actions concertées qui répondent aux besoins des personnes proches aidantes.	MSSS	16	MTRAV (DPT), MESS (DPLPAC), CNESST, MFA, MEQ, MES, OPHQ, Retraite Québec, MFQ, SAJ, SCF	0 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-03

Titre :
Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relèvent en 2022-2023 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Exposé et statistiques :

Au 22 février 2023, le Ministère compte 12 employés occasionnels, ce qui représente 10,71 % de son effectif (112 effectifs réguliers et occasionnels).

Regroupements		2022-2023 (au 22 février 2023)	
		Nombre	%
BSM	Bureau de la sous-ministre	0	0,0
SRTP (BSMA)	Secteur des relations du travail et des politiques – Bureau de la sous-ministre adjointe	12	100
TOTAL		12	100,0

Parmi les 10 recrutements réguliers effectués en 2022-2023, 2 occasionnels ont obtenu un statut d'employé temporaire, représentant 20 % des recrutements.

SOURCE : Direction générale des ressources humaines - MESS
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2023-03-03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-05

Titre :

Pour chaque programme créé en 2022-2023, fournir la liste des employés affectés, quel que soit leur statut, par programme et par région.

Exposé et statistiques :

En 2022-2023, aucun programme n'a été créé.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2023-03-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-07

Titre :

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023 :

- a) la liste de tous les concours et tirage réalisés;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
- d) la liste des concours qui ont pris fin.

Exposé et statistiques

Aucun concours ni aucun tirage n'a été réalisé en 2022-2023.

SOURCE : Direction générale des communications
COLLABORATION : Tous les BSMA
VALIDATION: DGRFC
DATE : 16 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-08

Titre :

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées;
- e) le montant total des sommes investies en veille médiatique au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées;
- f) le montant total des sommes dépensées dans la traduction des documents de communication, et les langues vers lesquelles ces documents ont été traduits.

Exposé et statistiques

En date du 28 février 2023 :

- a) Les employés de la Direction générale des communications relèvent du ministère du Conseil exécutif

Du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023 :

- b) 22 873,21 \$ en produits de communication
- c) Non pertinent (MCE)
- d) et e) Veille médiatique pour le Ministère et les cabinets à compter du 30 novembre 2022:
 - I.C.I Influence communications inc. : 10 505,64 \$
- f) Aucune somme dépensée en traduction de documents de communication

SOURCE : Direction générale des communications - MESS
COLLABORATION :
VALIDATION : DGRFC-DEBF-SEB-SOF
DATE : 31 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-09

Titre :

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2022-2023. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
- c) le montant qui leur a été accordé.

Exposé et statistiques :

Le ministère du Travail n'a aucun programme de financement ou de subventions.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre
COLLABORATION : Direction générale de la gouvernance, de l'analyse et de la performance
MESS
VALIDATION :
DATE : 16 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-10

Titre :

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2021-2022 et 2022-2023, l'âge des créances et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2023-2024.

Exposé et statistiques :

Aucune créance ni amende ne sont traitées au Centre de recouvrement du MESS pour le MTRAV. Le MTRAV ne perçoit pas d'amende.

SOURCE :

Direction générale du recouvrement, des recours et de la qualité des services - MESS

Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles -MESS

VALIDATION :

DATE :

10 mars 2023

IRP10_MTRAV_2023-2024.docx

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-11

Titre :
Liste et copie de toutes les recherches commandées en 2022-2023 en incluant les coûts et les appels d'offres et les contrats de gré à gré.

Exposé et statistiques :

En 2022-2023, le ministère du Travail a conclu un contrat de gré à gré avec l'Université du Québec à Montréal pour la mise sur pied d'un groupe de travail sur les recours en matière de harcèlement sexuel et d'agression à caractère sexuel au travail.

Le contrat d'un montant de 362 606 \$, conclu en novembre 2021, prévoit le dépôt d'un rapport final en décembre 2022. Le rapport a été déposé au ministre du Travail le 10 mars 2023. Il s'agit d'un rapport volumineux contenant de nombreuses recommandations. Le ministre entend en prendre connaissance et le rendre public par la suite.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques
Direction des politiques du travail

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2023-03-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS D'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-13

Titre :
Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2022-2023. Fournir :
a) la liste des contrats octroyés;
b) le nom des firmes retenues
c) Les langues vers lesquelles les documents ont été traduits;
d) les coûts.

Exposé et statistiques :

Pour les contrats de traduction entre 5 000,00 \$ et 24 999,99 \$, se référer à la question 6 des renseignements généraux. Pour les contrats de plus de 25 000 \$, se référer au Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO).

SOURCE : Direction générale des communications - MESS
COLLABORATION : Direction générale des relations du travail et de l'évaluation médicale
VALIDATION : Direction générale des ressources financières et contractuelles - MESS
DATE : 15 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-16

Titre :

Pour les conflits de travail recensés au Québec par le ministère du Travail, fournir pour l'année 2022-2023:

- a) le nombre de conflits de travail;
- b) la chronologie des actions prises;
- c) la durée moyenne de ces conflits;
- d) le nombre de demandes de médiation;
- e) le nombre de médiateurs nommés par le ministère;
- f) les antécédents professionnels de ces médiateurs (carrière syndicale, patronale, fonctionnaire, professeur, avocat patronal/syndical);
- g) l'initiateur de la demande de médiation (syndical ou patronal ou autre);
- h) les coûts engendrés par ces demandes de médiation.

Exposé et statistiques

Pour les conflits de travail recensés au Québec par le ministère du travail, pour l'année 2022-2023 (au 28 février 2023) :

- a) Nombre d'arrêts de travail (conflits) : 167
- b) Chronologie des actions prises : Voir fiche 3RP15
- c) Durée moyenne de ces arrêts de travail (conflits) : 134 jours ouvrables (218 jours calendrier)
 - o Moyenne sans le secteur ambulancier : 69 jours ouvrables, (119 jours calendrier)
- d) Nombre de demandes de médiation conciliation dans les dossiers avec arrêts de travail : 63
- e) Nombre de médiateurs conciliateurs différents nommés par le Ministère dans les dossiers avec arrêts de travail : 19
- f) Antécédents professionnels des médiateurs-conciliateurs impliqués dans les dossiers avec arrêts de travail, comparativement à l'ensembles des médiateurs-conciliateurs

Année	Syndical	Patronal	Autres
2022-2023 (au 28 février 2023)	36,8 % Global* : 39,3 %	57,9 % Global : 46,4 %	5,3 % Global : 14,3 %

*La notion « global » réfère aux antécédents professionnels de l'ensemble des médiateurs-conciliateurs du ministère du Travail, et non seulement aux antécédents professionnels des médiateurs-conciliateurs impliqués dans les dossiers avec des arrêts de travail.

L'expérience des médiateurs-conciliateurs est variée. Plusieurs cumulent de l'expérience autant du côté patronal que syndical. Quelle que soit leur expérience, ils sont tenus d'exercer leur profession en toute impartialité, tel que mentionné dans le *Code d'éthique des médiateurs-conciliateurs*¹.

- g) Initiateur de la demande de médiation

Année	Syndical	Patronal	Demande conjointe ou nomination du Ministère
2022-2023 (au 28 février 2023)	28	32	3

- h) Les coûts engendrés par ces demandes de médiation
Il n'est pas possible de distinguer les coûts.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Direction de la médiation, de la conciliation et des services en relations du travail

COLLABORATION : Direction des études et de l'information sur le travail

DATE : 2023-04-05

¹ https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/code_travail/code_ethique.pdf
1RP16_MTRAV_2023-2024.docx

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-18

Titre :

Liste détaillée des critères exigés pour l'octroi de permis pour la référence de main-d'œuvre.

Exposé et statistiques :

Seules les associations patronales et syndicales visées par la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (Loi R-20) peuvent obtenir un permis de service de référence de main-d'œuvre.

Les critères d'octroi de permis sont définis par la Loi R-20 et le Règlement sur le permis de service de référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction, lequel a été édicté le 28 novembre 2012. En plus de remplir le formulaire de demande de permis, le demandeur doit fournir les documents suivants, qui doivent être transmis au Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre :

1. l'acte de constitution de l'association;
2. ses règlements et statuts;
3. un document faisant foi de son affiliation à une association représentative, le cas échéant;
4. une copie certifiée de la résolution autorisant la demande de permis, laquelle doit indiquer tout métier, toute occupation et toute région qu'elle vise;
5. une déclaration assermentée du président de l'association ou de son répondant faisant état de l'existence ou de l'absence de condamnations criminelles ou pénales au cours des cinq années précédant la demande concernant chacun des dirigeants ou représentants de l'association en fonction au moment de la demande et, en cas de condamnation, les documents en attestant;
6. s'il y a lieu, l'association de salariés liée qui demande un permis doit transmettre une entente écrite dans laquelle les deux associations liées confirment leur volonté à l'effet que l'association demanderesse soit celle qui, des deux, sera responsable de la référence de leurs membres concernant tout métier, toute occupation et toute région que vise l'entente.

SOURCE :

BSMA-Relations du travail et politiques
Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

2023-03-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-19

Titre :

Ressources du ministère du Travail affectées au Bureau des permis.

Exposé et statistiques :

Pour la période du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023, une employée à temps complet est rattachée au Bureau des permis afin d'en assurer les mandats. Par ailleurs, une directrice, une professionnelle ainsi qu'une technicienne en administration effectuent des tâches à temps partiel pour le Bureau des permis, tout en assumant d'autres responsabilités au Ministère.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Bureau des permis de service
de référence de main-d'œuvre

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2023-03-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-20

Titre : Liste des demandes de permis reçues, en indiquant si celui-ci a été délivré ou non, et les raisons appuyant l'acceptation ou le refus de la demande.
Exposé et statistiques : Pour la période du 1 ^{er} avril 2022 au 28 février 2023, le Bureau des permis a reçu 7 demandes de renouvellement de permis. Ces associations respectaient l'ensemble des conditions. Un permis valide pour 3 ans leur a donc été délivré.

SOURCE :
DATE :

BSMA-Relations du travail et politiques
Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre
2023-03-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-21

Titre :

Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2022-2023. Prévisions pour 2023-2024.

Exposé et statistiques :

Au cours de l'exercice financier 2022-2023, le ministère du Travail n'a mis en œuvre aucune nouvelle mesure.

SOURCE : DGRFC-DEBF-SEB

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2023-03-09

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-22

Titre :

Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant une refonte du Code du travail pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Il n'y a pas eu d'études, analyses, de recherches, de sondages ou de scénarios concernant une refonte du Code du travail au cours de l'année 2022-2023.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Direction des politiques du travail

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2023-03-22

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-24

Titre :

Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'allègement de la bureaucratie pour les entrepreneurs et les travailleurs autonomes pour 2022-2023

Exposé et statistiques :

Le Ministère ne comptabilise pas ces crédits pour ce type d'activité.

En 2022-2023, le ministère du Travail a poursuivi son implication lors des travaux menés par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie concernant le Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025, qui a été lancé le 16 décembre 2020.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Direction générale des politiques et de la recherche

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2023-03-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-25

Titre :

Les crédits dédiés ainsi que les copies des études et analyses différenciées selon les sexes. Liste du personnel affecté à cette analyse, des rencontres et des consultations d'experts pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

En 2022-2023, aucune étude ou analyse différenciée selon les sexes formelle n'a été réalisée.

Toutefois, l'analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum produite présente certaines informations sexuées :

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_rev-sal-min-2023_MTRAV.pdf

Concernant les crédits dédiés, le Ministère ne les comptabilise pas de manière aussi détaillée pour ce type d'activité.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2023-03-18

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-26

Titre :

Les crédits dédiés et les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'élimination des clauses orphelines pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Le Ministère ne comptabilise pas ces crédits pour ce type d'activité.

En 2022-2023, il n'y a pas eu d'études, d'analyses, de recherches, de sondages, de scénarios ou de projections concernant l'élimination des clauses « orphelines ».

Le 11 mars 2022, le ministre du Travail a reçu un avis du Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM) sur l'état de situation concernant les régimes de retraite équivalents et les disparités de traitement. Le CCTM est parvenu à un consensus et recommande :

- De ne pas intervenir législativement pour interdire les disparités de traitement maintenues;
- De laisser libre cours à la négociation des parties qui pourront adopter un régime unique pour l'ensemble des participants ou élaborer des critères d'équivalences novateurs sur le plan des relations de travail. Les parties pourront :
 - S'inspirer de certains critères d'équivalence pour entreprendre leur exercice de négociation tel le principe d'équité pour tous les participants ou la comparaison globale de la rémunération et des avantages sociaux;
 - Prévoir une exemption pour les travailleurs admissibles à une retraite prochaine afin d'éviter les départs à la retraite hâtifs et d'honorer l'engagement de l'employeur;
- De faire le point en 2027 sur l'évolution des régimes de retraite comportant une disparité de traitement et sur le nombre de participants.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Direction des politiques du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2023-03-06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-27

Titre :

Les crédits dédiés et les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse de congés payés. Liste des rencontres et des consultations pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

En 2022-2023, il n'y a pas eu d'études, d'analyses, de recherches, de sondages, de scénarios ou de projections concernant la hausse de congés payés et aucune rencontre ou consultation particulière n'a eu lieu.

Enfin, concernant les crédits dédiés, le Ministère ne comptabilise pas de manière aussi détaillée ce type d'activité.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques
Direction des politiques du travail

COLLABORATION : S.O.

VALIDATION:

DATE : 2023-03-03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-28

Titre :

Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le harcèlement psychologique et sexuel au travail. Liste des rencontres et des consultations pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Le ministre du Travail a annoncé, le 1^{er} février 2022, la mise sur pied d'un comité composé d'expertes chargé d'analyser les recours en matière de harcèlement sexuel et d'agressions à caractère sexuel, mettant en œuvre la recommandation 138 du rapport « Rebâtir la confiance ». Le rapport du comité de travail, initialement prévu en décembre 2022, a été déposé au Ministre le 10 mars 2023. Il s'agit d'un rapport volumineux contenant de nombreuses recommandations. Le ministre entend en prendre connaissance et le rendre public par la suite.

Au total, le comité a tenu sept séances de consultations publiques au cours du printemps et de l'automne 2022. Le Comité a rencontré 30 groupes au cours de ces séances, dont 12 organismes communautaires, 8 centrales syndicales, 1 ordre professionnel, 8 groupes patronaux et 1 organisme public. Outre ces groupes, le Comité a également entendu le témoignage de 4 travailleuses individuelles.

En date du 28 février 2023, une somme de 362 606 \$ a été allouée pour la réalisation du mandat du comité.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Direction des politiques du travail

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2023-03-06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-29

Titre :

Les crédits dédiés et les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les agences de placement pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

En 2022-2023, il n'y a pas eu d'études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les agences de placement.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Direction des politiques du travail

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2023-03-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-30

Titre :

Le nombre de plaintes et de procédures judiciaires incluant les sujets et les crédits attitrés au traitement de ces éléments concernant les agences de placement pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Aucune plainte n'a été reçue au Ministère en 2022-2023.

Aucune procédure judiciaire n'a été intentée en 2022-2023.

La CNESST est responsable de l'application du Règlement sur les agences de placement de personnel et les agences de recrutement de travailleurs étrangers temporaires (Règlement) qui prévoit, entre autres, l'obligation pour ces agences de détenir un permis délivré par la CNESST pour opérer. Le Règlement est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Direction des politiques du travail

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2023-03-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-32

Titre :

Les crédits dédiés et ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse du salaire minimum pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

En 2022-2023, l'analyse d'impact réglementaire (AIR) concernant la révision du taux général du salaire minimum a été publiée le 19 janvier 2023:

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_rev-sal-min-2023_MTRAV.pdf

Enfin, concernant les crédits dédiés, le Ministère ne les comptabilise pas de manière aussi détaillée pour ce type d'activité.

SOURCE : BSMA – Relations du travail et politiques

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2023-03-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-33

Titre :

Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, scénarios ou projections concernant l'implantation d'un système permettant de prendre en compte différents paramètres sociaux et économiques dans l'augmentation du salaire minimum pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

L'analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum prend en compte les différents paramètres sociaux et économiques associés à l'augmentation du salaire minimum.

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_rev-sal-min-2023_MTRAV.pdf

Enfin, concernant les crédits dédiés, le Ministère ne les comptabilise pas de manière aussi détaillée pour ce type d'activité.

SOURCE : BSMA – Relations du travail et politiques

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2023-03-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-34

Titre :

Les crédits dédiés et les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le salaire des cueilleurs de petits fruits pour 2022-2023

Exposé et statistiques :

En 2022-2023, l'analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum a été publiée le 19 janvier 2023, laquelle présente les augmentations respectives prévues au 1^{er} mai 2023 pour le taux payable aux salariés affectés exclusivement à la cueillette de framboises et pour le taux payable aux salariés affectés exclusivement à la cueillette de fraises :

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_rev-sal-min-2023_MTRAV.pdf

Enfin, concernant les crédits dédiés, le Ministère ne les comptabilise pas de manière aussi détaillée pour ce type d'activité.

SOURCE : BSMA – Relations du travail et politiques
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2023-03-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-35

Titre :

Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les travailleurs agricoles pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

En 2022-2023, aucun étude, analyse, recherche, sondage, scénario ou projection concernant les travailleurs agricoles n’a été réalisé.

SOURCE : BSMA – Relations du travail et politiques
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2023-03-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-37

Titre :
Les crédits dédiés ainsi que le nombre de conciliateurs/médiateurs pour 2022-2023.

Exposé et statistiques

Évolution du personnel régulier
ayant le corps d'emploi conciliateur/médiateur¹

Conciliateur/médiateur	2022-2023 (au 22 février 2023)
Nombre de conciliateur/médiateur	26

¹ Données extraites du SAGIP à la paie 24 du 23 février 2023 (effectifs en lien d'emploi au 23 février 2023).

À noter qu'aucun employé occasionnel n'était conciliateur/médiateur au 22 février 2023.

Les crédits dédiés de 2022-2023 pour les conciliateurs/médiateurs représentent 3 601 956 \$.

SOURCE : Direction générale des ressources humaines – MESS
COLLABORATION : Service de l'expertise budgétaire - MESS
VALIDATION :
DATE : 2023-03-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-38

Titre : Nombre de dossiers traités par un médiateur/conciliateur pour 2022-2023.
--

Exposé et statistiques :	
Moyenne du nombre de dossiers traités par médiateur-conciliateur pour 2022-2023	
	2022-2023²
Médiateurs-conciliateurs¹	26
Dossiers traités²	770 ⁴
Dossiers par médiateur-conciliateur	29,62 ⁴
¹ Il s'agit du nombre de médiateurs-conciliateurs en fonction en date du 28 février 2023.	
² Pour la période du 1 ^{er} avril 2022 au 28 février 2023.	
³ Il s'agit des dossiers conclus et des dossiers en cours.	
⁴ Il s'agit d'une donnée préliminaire.	

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Direction de la médiation, de la conciliation et des services en relations du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2023-03-09

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-41

Titre :

Indiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans l'ensemble des milieux de travail pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Le ministère du Travail est partenaire de la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance. Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) assure la coordination de la Stratégie. Le ministère du Travail est responsable de la recommandation 46, soit de constituer un comité de travail chargé d'étudier le traitement des agressions sexuelles et du harcèlement sexuel survenus en contexte de travail.

Le 1^{er} février 2022, le ministre du Travail de l'Emploi et de la Solidarité sociale a annoncé la mise sur pied d'un comité composé d'expertes chargé d'étudier la question. Le rapport du comité, dont le dépôt était initialement prévu en décembre 2022, a été déposé au ministre le 10 mars 2023. Il s'agit d'un rapport volumineux contenant de nombreuses recommandations. Le ministre entend en prendre connaissance et le rendre public par la suite.

Au 28 février 2023, une somme de 362 606 \$ a été versée par le ministère du Travail pour cette mesure.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Direction des politiques du travail

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2023-03-06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-42

Titre :

Indiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes (ADS) pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquer si votre ministère a produit une ADS pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

L'analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum produite présente certaines informations sexuéées :

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_rev-sal-min-2023_MTRAV.pdf

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2023-03-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-43

Titre :

Les crédits dédiés à la négociation et au règlement des conflits de travail, en incluant la liste de ceux-ci pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Le Ministère ne comptabilise pas de manière aussi détaillée les crédits pour ce type d'activité.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques
Direction de la médiation, de la conciliation et des services en relations du travail

COLLABORATION : SSGRI/MESS

VALIDATION :

DATE : 2023-03-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-44

Titre :

Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour les années 2022-2023 et 2023-2024.

Exposé et statistiques :

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2023-2024.

SOURCE : Direction générale des ressources financières et contractuelles
Direction de l'expertise budgétaire et financière/Service de l'expertise
budgétaire - MESS

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2022-03-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-47

Titre : Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste.
--

Exposé et statistiques : Il n'y a pas eu d'abolition de poste pour un employé au ministère du Travail alors que ce dernier était bénéficiaire du RQAP.
--

SOURCE : Direction générales des ressources humaines - MESS
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2023-02-23

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-48

Titre :
Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.

Exposé et statistiques :

Nous ne disposons pas de l'information requise pour répondre à cette question. La mutation implique un transfert du dossier de l'employé et il devient impossible de déterminer si la mutation survient à la fin d'un congé ou si le congé se poursuit dans une autre organisation.

SOURCE : Direction générale des ressources humaines - MESS
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2023-02-23

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-49

Titre :

Crédits dédiés au règlement encadrant les activités des agences de placement de personnel et des agences de recrutement de travailleurs étrangers temporaires :

- a) Les dépenses juridiques;
- b) Le nombre de rencontres, préalablement au nouveau règlement, ventilé par date et en précisant les groupes rencontrés;
- c) Les crédits alloués ainsi que les copies des analyses, des études d'impacts et le plan de déploiement.

Exposé et statistiques :

En 2022-2023, dans le cadre du Règlement sur les agences de placement de personnel et les agences de recrutement de travailleurs étrangers temporaires :

- a) Aucune dépense juridique;
- b) Aucune rencontre préalablement au nouveau règlement;
- c) Aucun crédit alloué pour des analyses, des études d'impacts un plan de déploiement.

SOURCE : BSMA – Relations du travail et Politiques

COLLABORATION : Direction des affaires juridiques

VALIDATION :

DATE : 2023-03-03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-50

Titre :
La liste, ainsi que les décrets modifiant des conventions collectives en 2022-2023.

Exposé et statistiques :

En 2022-2023, il n’y a eu aucun décret modifiant des conventions collectives.

SOURCE : BSMA- Relations du travail et politiques/Direction des politiques du travail

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2023-03-20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-51

Titre : Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les décrets de convention collective, ventilés par décret.
--

Exposé et statistiques : Le ministre ne comptabilise pas les crédits dédiés de manière aussi détaillée pour ce type d'activité. En 2022-2023, 7 analyses d'impact réglementaire (AIR) ont été mises en ligne, tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessous. Ces dernières visent des décrets de convention collective ou des règlements	
Décret ou règlement	Date de mise en ligne
Demande d'adoption du Décret sur l'industrie de la signalisation routière du Québec AIR : https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/ED_industrie-signalisation-routiere_MTESS.pdf	30 mars 2022
Demande en modification du Décret sur les agents de sécurité AIR : https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/ED_agent-securite_exclusion-signalisation_MTESS.pdf	30 mars 2022
Demande en modification du Décret sur l'industrie des services automobiles de la région de Québec https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_industrie-auto-Qc_MTESS.pdf	11 mai 2022
Adoption du Règlement général visant à encadrer les règlements d'un comité paritaire AIR : https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_en_cadrement_comites-paritaires_MTESS.pdf	18 mai 2022
Demande de modification du Décret sur l'industrie du camionnage de la région de Québec AIR : https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_ind-camion-reg-qc_MTESS.pdf	22 juin 2022
Demande de modification Règlement sur le prélèvement du Comité paritaire de l'entretien d'édifices publics, région de Montréal AIR : https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_entretien-edifice-pub-mtl_MTESS.pdf	22 juin 2022
Demande d'adoption du Règlement du Comité paritaire du personnel de l'industrie de la signalisation routière du Québec relatif à la tenue d'un système d'enregistrement, au rapport mensuel et au prélèvement AIR : https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/ED_industrie-signalisation-routiere_TRAV.pdf	9 novembre 2022

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques
Direction des politiques du travail

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2023-03-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-52

Titre :

Les crédits dépensés dans le cadre de la Journée internationale des travailleuses et travailleurs.

Exposé et statistiques :

Le Ministère ne comptabilise pas ce type d'activité.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Direction des politiques du travail

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2023-03-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-58

Titre :

Liste des avis demandés par le ministre ou le gouvernement au CCTM et copie des avis transmis au ministre pour 2022-2023 en indiquant l'état des travaux en cours.

Exposé et statistiques :

Les avis produits par le CCTM appartiennent au ministre. Aussi longtemps que celui-ci ne donne pas son accord, les avis restent confidentiels. Si un avis est rendu public, la date est indiquée.

2022-2023 - Avis demandés

- Consultation du CCTM concernant la nomination de 6 nouveaux membres au Tribunal administratif du travail
(Avis demandés les 2 et 5 mai 2022 et transmis le 12 mai 2022)
- Avis du CCTM concernant le travail des enfants et l'âge légal pour travailler (avis préliminaire)
(Avis demandé le 1^{er} juin 2022 et transmis le 8 juin 2022)
- Avis du CCTM concernant le travail des enfants au Québec (avis final)
(Avis demandé le 1^{er} juin 2022 et transmis le 8 décembre 2022)
 - Avis rendu public le 14 décembre 2022.
 - https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/cctm/Avis/AV_travail-enfants_MTRAV.pdf
- Consultation du CCTM concernant la nomination de 2 nouveaux membres au Tribunal administratif du travail
(Avis demandé le 16 février 2023 et transmis le 24 février 2023)

SOURCE : Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2023-03-21

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-59

Titre :

Liste et copie des avis réalisés à l'initiative du CCTM pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Les avis produits par le Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM) appartiennent au ministre. Aussi longtemps que celui-ci ne donne pas son accord, les avis restent confidentiels. Si un avis est rendu public, la date est indiquée.

2022-2023

- Avis à l'initiative du CCTM concernant les modes alternatifs de règlement des différends et la gestion de l'audience en arbitrage des griefs
(Avis approuvé le 9 juin 2022 et transmis le 10 juin 2022)

SOURCE : Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2023-03-21

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-60

Titre :

Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de grief, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré pour 2022-2023. Fournir l'objet de la plainte.

Exposé et statistiques :

2022-2023

Plainte traitée : 1
Décision rendue : 1 dossier fermé
Cas en délibéré : 0

La plainte traitée avait pour objet : facturation (dossier fermé)

SOURCE : Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 2023-03-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-61

Titre :
Liste des dépenses de fonctionnement pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024

Exposé et statistiques :	
Liste des dépenses de fonctionnement du Bureau d'évaluation médicale (BEM) pour 2022 (année civile)	
Catégories de dépenses	Dépenses 2021
Services de transport, de communication et autres postes	92 560 \$
Services professionnels et auxiliaires	1 521 688 \$
Location de meubles	502 \$
Location de biens immeubles	441 470 \$
Fournitures et équipements	71 389 \$
Investissement	292 749 \$
Total	2 420 358 \$

SOURCE : Bureau d'évaluation médicale
COLLABORATION : Service des Budgets d'Administration et du Coût de revient – Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles
VALIDATION :
DATE :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-62

Titre :

Liste des bureaux régionaux et effectifs étant rattachés, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux et prévisions pour 2023-2024.

Exposé et statistiques :

Le Bureau d'évaluation médicale (BEM) n'a pas de bureaux régionaux.

Le BEM dispose de deux (2) bureaux avec personnel administratif et salles d'examen, dont un à Montréal et l'autre à Québec.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Bureau d'évaluation médicale
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2023-03-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-63

Titre :
Nombre de dossiers au Bureau de l'évaluation médicale pour 2022-2023

Exposé et statistiques :

Nombre d'avis produits au BEM en 2022

Année civile	Nombre de dossiers
2022	8700

Délais de traitement moyens en 2022

Année civile	Délai moyen d'évaluation (jours)	Délai légal moyen (jours)	Délai opérationnel moyen (jours)
2022	112,0 ¹	21,7 ²	133,7

^{1, 2} En date du 28 février 2023

SOURCE : BSMA- Relations du travail et politiques/Bureau d'évaluation médicale
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion –
Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle
DATE : 2023-03-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-64

Titre :

Nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant.

Exposé et statistiques :

Le Bureau d'évaluation médicale (BEM) ne compile aucune statistique au regard du nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant.

SOURCE :

BSMA-Relations du travail et politiques
Bureau d'évaluation médicale

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

2023-03-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-66

Titre :

Liste des médecins du BEM approuvée selon l’article 216 de la *Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles* pour 2022-2023. Ventilation par spécialité. Pour chacune des années, honoraires versés par médecin et par spécialité, et nombre de cas traités par médecin.

Exposé et statistiques :

Membres actifs et nombre d'avis pour l'année financière		
Spécialités	Membres	Avis BEM
Chirurgie générale	Gosselin, Michel	28
	Beaumont Courteau, Maxime	18
	Beaumont, Pierre	33
	Boubez, Ghassan	46
	Carbery, Michael	31
	Daoud, Hany	322
	Dehnade, Faramarze	119
	Desautels, Charles	115
	Desloges, Danielle	250
	Duchesne, Robert	192
	Dufour, Marcel	356
	Fallaha, Michel	410
	Fournier, Karl	241
	Fraser, Myriam	54
	Gagnon, Sylvain	57
	Gaspard, Henry Servantes	0
	Godbout, Véronique	12
	Greenfield, Garry	382
	Isler, Marc	0
	Jodoin, Alain	239
Chirurgie orthopédique	Labelle, Hubert	323
	Lemire, Luc	1
	Mac, Thien Vu	178
	Mac-Thiong, Jean-Marc	315
	Magalhaes Grave, Marc-André	53
	Michaud, Guillaume	125
	Nguyen, Hai	0
	Perron, Odette	288
	Sepehr-Arae, Arash	245
	Valériote, Josée	10
	Wiltshire, David G.	23
	Léveillé, André	422
Chirurgie plastique	Pépin, Marie-Ève	10
	Tremblay, Dominique	0
Dentiste	Grégoire, Manuel	2
Dentisterie	Giguère, Michel	10
	Valiquette, Marc	3
Médecine de famille	Dalcourt, Jean-Pierre	35
	Drouin, Denis	68
	Guénard, Dominique	3
Médecine interne	Laberge, Janick	78
	Boubez, Walid	0
	Coiteux, Isabelle	0
Médecine physique et réadaptation	Bazinet, Brigitte	296
	Tinawi, Simon	8
Neurochirurgie	Al-Atassi, Borhan	97
	Demers, Jacques	392
	Giguère, Jean-François	15
	Godoy Pimenta, Newton Jose	64
	Malak, Ramez	175
	Martel, Philippe	35
	McLelland, Hans	236
	Michaud, Yzabel	174
	Moumdjian, Robert A.	280
	Shedid, Daniel	609
	Séguin, Mario	73
	Turmel, André	12
Neurologie	Yuh, Sung-Joo	397
	Masson, Hélène	23
ORL/chirurgie cervico-faciale	Abboud, Samir	31
	Rahal, Akram	2
Ophtalmologie	Lafond, Gilles-P.	8
	Mathieu-Millaire, Francine	3
	Robert, Marie-Claude	2
Psychiatrie	Bouchard, Roch	1
	Calouche, Sonia	4
	Leblanc, Diane	5
	Montreuil, Jean-François	19
	St-André, Élise	0
Total		8 058

Le BEM ne dispose pas des données concernant les honoraires versés par médecin et par spécialité

Données en date du 28 février 2023

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques
Bureau d’évaluation médicale –

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction de l’analyse et de l’information de gestion
Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle

DATE : 2023-03-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-67

Titre :
Nombre de patients traités par médecin ayant participé au BEM pour 2022-2023. Ventilation par lésion ou maladie professionnelle.

Exposé et statistiques :

Nombre d’avis produits par les membres du BEM, suite à une évaluation du travailleur, entre le 1^{er} avril 2022 et le 28 février 2023

Spécialités	Membres 2022-2023	Nb d'avis
Chirurgie générale	Gosselin, Michel	28
Chirurgie orthopédique	Beaumont Courteau, Maxime	18
	Beaumont, Pierre	33
	Boubez, Ghassan	46
	Carbery, Michael	31
	Daoud, Hany	322
	Dehnade, Faramarze	119
	Desautels, Charles	115
	Desloges, Danielle	250
	Duchesne, Robert	192
	Dufour, Marcel	356
	Fallaha, Michel	410
	Fournier, Karl	241
	Fraser, Myriam	54
	Gagnon, Sylvain	57
	Gaspard, Henry Servantes	
	Godbout, Véronique	12
	Greenfield, Garry	382
	Isler, Marc	
	Jodoin, Alain	239
	Labelle, Hubert	323
	Lemire, Luc	1
	Mac, Thien Vu	178
	Mac-Thiong, Jean-Marc	315
	Magalhaes Grave, Marc-André	53
	Michaud, Guillaume	125
	Nguyen, Hai	
	Perron, Odette	288
	Sepehr-Arae, Arash	245
	Valériote, Josée	10
	Wiltshire, David G.	23
Chirurgie plastique	Léveillé, André	422
	Pépin, Marie-Ève	10
	Tremblay, Dominique	
Dentiste	Grégoire, Manuel	2

Source: DBEM0901c3

Données en date du 28 février 2023

Le BEM ne compile pas les données par lésion ou maladie professionnelle.

Spécialités	Membres 2022-2023	Nb d'avis
Dentisterie	Giguère, Michel	10
	Valiquette, Marc	3
Médecine de famille	Dalcourt, Jean-Pierre	35
	Drouin, Denis	68
	Guénard, Dominique	3
	Laberge, Janick	78
Médecine interne	Boubez, Walid	
	Coiteux, Isabelle	
Médecine physique et réadaptation	Bazinet, Brigitte	296
	Tinawi, Simon	8
Neurochirurgie	Al-Atassi, Borhan	97
	Demers, Jacques	392
	Giguère, Jean-François	15
	Godoy Pimental, Newton Jose	64
	Malak, Ramez	175
	Martel, Philippe	35
	McLelland, Hans	236
	Michaud, Yzabel	174
	Moumdjian, Robert A.	280
	Séguin, Mario	73
	Shedid, Daniel	609
Neurologie	Turmel, André	12
	Yuh, Sung-Joo	397
	Masson, Hélène	23
Ophtalmologie	Lafond, Gilles-P.	8
	Mathieu-Millaire, Francine	3
	Robert, Marie-Claude	2
ORL/chirurgie cervico-faciale	Abboud, Samir	31
	Rahal, Akram	2
Psychiatrie	Bouchard, Roch	1
	Calouche, Sonia	4
	Leblanc, Diane	5
	Montreuil, Jean-François	19
	St-André, Élise	

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Bureau d’évaluation médicale –
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction de l’analyse et de l’information de gestion
Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle
DATE : 2023-03-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-68

Titre :

Ventilation des coûts de fonctionnement du BEM pour 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.

Exposé et statistiques :

Ventilation des coûts de fonctionnement – 2022 (année civile 1^{er} janvier au 31 décembre)

Dépenses de fonctionnement	Dépenses 2022
Services de transport, de communication et autres postes	393 673,00 \$
Services professionnels et auxiliaires	1 219 697,00 \$
Location de meubles	0 \$
Location de biens immeubles	441 470,00 \$
Fournitures et équipements	365 518,00 \$
Investissement	0 \$
Total	2 420 358,00\$

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Bureau d'évaluation médicale
COLLABORATION : Service des Budgets d'Administration et du Coût de revient –
Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles-MESS
VALIDATION :
DATE : 2023-03-21

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-69

Titre :
Répartition de l’effectif selon la spécialité et heures travaillées pour 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.

Exposé et statistiques :

La direction du Bureau d’évaluation médicale (BEM) ne comptabilise pas les heures travaillées des membres. Le BEM répond aux demandes d’avis transmises par la CNESST.

Nombre de membres par spécialité en 2022-2023

Spécialités	2022-2023
Chirurgie générale	1
Chirurgie orthopédique	30
Chirurgie plastique	3
Dentiste	1
Dentisterie	2
Médecine de famille	4
Médecine interne	2
Médecine physique et réadaptation	2
Neurochirurgie	13
Neurologie	1
Ophtalmologie	3
ORL et chirurgie cervico-faciale	2
Psychiatrie	5
Total	69

Données en date du 28 février 2023

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Bureau d’évaluation médicale –
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction de l’analyse et de l’information de gestion
Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle
DATE : 2023-03-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-70

Titre :

Nombre d'avis sans divergence d'opinions (contestation) demandés par la CNESST, pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Donnée au 28 février 2023 :

Année financière	Nombre de demandes de la CNESST pour obtenir un avis sans contestation
2022-2023	463

Source : DBEM0309b

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Bureau d'évaluation médicale

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle - MESS

DATE : 2023-03-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-159

Titre :

Nombre de rencontres du Comité scientifique sur les maladies professionnelles. Indiquer les dates et les lieux. Identifier les personnes présentes et les résultats obtenus pour chaque rencontre, ainsi que les objectifs à poursuivre. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2023-2024.

Exposé et statistiques :

Il n'y a eu aucune rencontre du Comité scientifique sur les maladies professionnelles (CSMP) en 2022-2023. Le processus de constitution du comité est en cours actuellement. Des prolongations de l'appel de candidatures ont été nécessaires afin de recruter des candidatures pour tous les postes, compte tenu du bassin restreint de candidats potentiels. L'appel de candidatures est terminé et un comité de sélection a été mis en place afin de pouvoir recommander des candidatures au Conseil des ministres.

Les travaux du comité démarreront au cours de l'année 2023-2024.

SOURCE : BSMA – Relations du travail et politiques
Direction générale des relations du travail et de l'évaluation médicale

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2023-03-30